

PUBLICATIONS

Ce qui dépend de nous Attac Editions LLL, 2020



Manuel d'histoire du futur Attac Editions de l'atelier 2020



L'abécédaire engagé Attac Editions LLL, 2018



Nos publications sont disponibles sur www.boutique.attac.org ou materiel-militant@attac.org

Réadhérez et invitez vos proches à adhérer à Attac!

Merci de faire partie de nos adhérent·e·s, votre soutien est vital pour Attac et garantit notre indépendance. Comme vous le savez, Attac fonctionne grâce à vos cotisations, et plus nous serons nombreuses et nombreux plus nous saurons nous faire entendre!

Vous trouverez avec le journal un appel à adhésion 2020 si vous n'avez pas encore renouvelé la vôtre. Si c'est déjà le cas, dans la mesure de vos moyens, vous pouvez également abonder votre soutien par un don.

Pour nous aider à inviter de nouveaux·elles adhérent·e·s à rejoindre Attac, nous tenons à votre disposition des bulletins d'adhésions et des exemplaires de numéros récents de Lignes d'Attac que nous pouvons vous envoyer gratuitement. Pour les recevoir, vous pouvez nous envoyer un mail à attacfr@attac.org ou nous téléphoner au 01 56 06 43 60.

Ces derniers mois, Attac a intensément travaillé à construire une réponse citoyenne forte face au choc que nous traversons collectivement. Soyons nombreux-ses à défendre nos alternatives pour une sortie de crise juste et solidaire.

bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom prénom adresse

code postal

ville

courriel

- abonnement d'un an au tarif normal de 20€
- abonnement d'un an au tarif adhérent e 12€

date signature

chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Attac à retourner à Attac - service abonnements 21ter rue Voltaire 75011 Paris

Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citovenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

éditeur de publication **Attac France** directrice de publication Annick Coupé secrétariat de rédaction Nikolaz Berthomeau, A.L., Franck Mithieux et Jeanne Planche conception maquette Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction de ce numéro Nikolaz Berthomeau, Maxime Combes, Annick Coupé, Thomas Coutrot, Patricia Cruz, Didier Falleur, Brigitte Finas, Vincent Gay, Nicolas Haeringer, Cécile Hanff, A.L., Adeline de Lépinay, Eric Le Gall. Anne Marchand. Franck Mithieux, Nolwenn Neveu, Alice Picard, Dominique Plihon, Raphaël Pradeau, Julien Rivoire, Zoé Rollin Marie-Claude Saget, Morgane Scouarnec, Hervé Thomas et Aurélie Trouvé Sauf mention contraire tou·te·s les rédacteurs·trices sont membres des instances et commissions d'Attac

couverture Rassemblement du 2 juin 2020 contre les violences policières à l'appel du Comité Adama – Stéphane Dupont

> illustrations Charlotte Planche

impression sur papier recyclé Ça va print



abonnement annuel 4 numéros : 20€ dépôt légal à parution ISSN 1620-8420 CPPAP 0519G81654

Attac France 21 ter rue Voltaire 75011 Paris 01 56 06 43 60 attacfr@attac.org







Aurélie Trouvé, Maxime Combes et Raphael Pradeau porte-paroles d'Attac France

En temps de crise, les évènements s'accélèrent. Entre choc néolibéral, récupération par l'extrême droite et bifurcation écologique, sociale et démocratique, différents chemins s'offrent à nous et le choix d'emprunter l'un ou l'autre marquera durablement l'histoire.

Les gouvernements néolibéraux se saisissent de la crise pour approfondir des logiques qui nous mènent dans une impasse. Ainsi en est-il en France de la levée partielle du code du travail, de la remise en cause des 35h, des demandes du Medef pour assouplir les règles environnementales, ou à Bruxelles de la finalisation de nouveaux accords de libre-échange... Mais dans le même temps, pendant le confinement, une lame de fond traversait la société: celle de la colère face aux morts qui auraient pu être évitées, celle des solidarités de quartier qui se multipliaient face aux défaillances des pouvoirs publics. Et maintenant que c'est possible, les colères longtemps contenues sur les balcons ou les réseaux sociaux s'expriment dans la rue: mobilisations pour le soutien des hôpitaux publics, contre les violences policières et le racisme...

Hors de question de tirer un trait sur ce qu'il s'est passé.
Les responsabilités des pouvoirs publics doivent être pointées si on ne veut plus jamais ça. Nos réponses sont radicales et systémiques : la crise est bien celle d'un système, le capitalisme néolibéral et productiviste, que les politiques du gouvernement ont largement conforté. Face à lui, les convergences n'en deviennent que plus nécessaires, pour articuler urgence sociale, écologique et démocratique. C'est le sens de notre très fort engagement dans l'initiative « plus jamais ça », qui regroupe une trentaine d'organisations syndicales et associatives. C'est pourquoi nous avons voulu y porter une pétition puis un plan de sortie de crise autour de 34 mesures, inédit vu l'arc de forces réunies. Nous appelons dans ce cadre unitaire à des mobilisations pour la santé de toutes et tous, en soutien des services publics, de la revalorisation des bas salaires, de la protection sociale...

Enfin, nous y portons l'idée que nous ne pouvons pas relancer le même modèle insoutenable : une révolution écologique et sociale est nécessaire et passera par une relocalisation solidaire et internationaliste, que nous explicitons dans un manifeste produit avec des dizaines d'auteur·e·s. Nous continuons à promouvoir l'idée que ceci peut être tout à fait être financé, par une refondation du système monétaire et bancaire et par la justice fiscale, en allant chercher l'argent là où il est, dans les multinationales et les classes les plus riches qui échappent aujourd'hui largement à l'impôt.







Covid-19 : une crise qui doit tout à la logique de prédation de la mondialisation néolibérale

ENTRETIEN

Entretien croisé avec Dominique Plihon, économiste, et les écologues Brian Padilla et Laurent Thieulle.

Quelles sont les causes de cette crise sanitaire et économique ?

Dominique Plihon. À la différence de la crise des subprimes de 2008, déclenchée par la défaillance du système financier, la crise du Covid-19 a des causes économiques et écologiques: elle est la conséquence directe de la destruction climatique et environnementale de la planète par le capitalisme mondialisé, dominé par la logique néolibérale qui donne la priorité au principe de réduction des coûts pour une rentabilité financière maximum au détriment des principes de précaution et de solidarité.

Brian Padilla et Laurent Thieulle. Le mécanisme d'émergence des zoonoses, ces maladies qui se transmettent naturellement entre l'Homme et d'autres animaux, et les risques pandémiques associés sont maintenant bien connus: avec la pression croissante des activités humaines fragmentant les habitats naturels, nous précipitons des contacts entre de nombreuses espèces, dont certaines sont porteuses de pathogènes possiblement dangereux. En ajoutant à cela la surexploitation du vivant, la consommation, le trafic international, etc., nous armons nous-mêmes cette bombe à retardement. La propagation de ce coronavirus suit bien ce modèle, même s'il est difficile de déterminer encore précisément par quels hôtes ce contact s'est fait.

Est-ce que cette crise était prévisible?

BP et LT. C'est un leitmotiv du gouvernement depuis le début de la crise: «cette crise était imprévisible». Sa date d'apparition était en effet imprévisible mais elle était, elle, certaine. La relation entre l'érosion de la biodiversité et l'apparition des zoonoses est bien étudiée. Quand on sait que la biomasse des humains et des animaux domestiqués est vingt fois plus importante que celle des animaux sauvages, on comprend que l'appauvrissement génétique de nos animaux d'élevage devient un nid à catastrophes.

DP. Cette pandémie était prévisible notamment parce qu'elle fait suite à la multiplication des épidémies infectieuses (VIH, SRAS, Zika, Ebola...), toutes liées de multiples façons à la mondialisation néolibérale, productiviste et extractiviste : la déforestation, l'exploitation sans limite des ressources naturelles, l'urbanisation et les flux internationaux accélèrent la transmission des virus ; le délabrement des systèmes de santé et de recherche affaiblit notre protection sanitaire... La plupart des économistes a présenté cette crise comme le résultat d'un double choc exogène d'offre (baisse de la production) et demande (baisse des revenus). Cette vision est trompeuse car la baisse conjointe de l'offre et de la demande a été provoquée par des mesures comme le confinement, qui étaient des réponses à la pandémie. En réalité, la crise du Covid-19 est systémique et endogène, c'est-à-dire qu'elle a été causée par le fonctionnement de ce système économique prédateur qui a entraîné une dégradation du climat et de la biodiversité, à l'origine des pandémies.

En quoi le système capitaliste mondialisé dans lequel nous sommes est-il en cause?

BP et LT. La prédation sur les milieux et les espèces caractérise ce système capitaliste mondialisé. Or, c'est précisément ces atteintes environnementales qui augmentent les occasions de contacts avec les réservoirs de virus, voire qui participent à créer de nouveaux réservoirs. Ce système délétère est donc à l'origine du problème. Il l'aggrave par la surabondance d'échanges et de déplacements. Et il nous empêche de nous y préparer en détruisant les services de protection, les organismes de régulation et en empêchant toute coopération internationale, préférant les dogmes de la liberté

d'entreprendre, de la croissance indéfinie et de la concurrence systématique.

DP. Cette crise démontre qu'il faut rompre avec le système capitaliste mondialisé et dominé par la logique de rentabilité à court terme. Car, étant fondé sur la surexploitation de l'humain et de la nature, ce système est incompatible avec la mondialisation solidaire et écologique pour laquelle nous nous battons, seule capable de promouvoir un développement soutenable pour la planète.

Comment expliquer la gravité de cette crise?

DP. L'ampleur inédite de cette crise découle directement de l'interdépendance extrême des systèmes productifs et de la mise en concurrence des populations. La mondialisation contemporaine est fondée sur les chaînes de sous-traitance des multinationales qui localisent leur production dans les pays où le travail est peu coûteux et mal protégé, sur la dérégulation des marchés et l'assujettissement du droit international aux intérêts des multinationales et des investisseurs financiers, au mépris de la rotection sociale et de la nature.

BP et LT. Si cette crise est si grave, c'est que nos gouvernements ont choisi de prendre le risque d'ignorer les avis des scientifiques sur le caractère certain de cette crise à moyen terme. Elle pouvait être anticipée au moins au niveau des services sanitaires. Pire, nous étions en partie prêt·e·s en 2012, avec des stocks stratégiques et des services de santé encore disponibles qui ont ensuite été volontairement sacrifiés pour raisons budgétaires.

Les effets que pouvait avoir la destruction de l'environnement ont-ils été sous-estimés?

BP et LT. Quand on constate la quantité de rapports scientifiques, de recherches et d'alertes des milieux spécialisés, quand on voit le nombre de notes des services de l'Etat qui précisent depuis vingt ans le risque et les moyens à prévoir en cas de pandémie, on se rend compte que les élu·e·s avaient toute l'information nécessaire. La situation est bien liée à des choix délibérés: refus de s'engager dans une politique volontariste de protection de l'environnement, tout comme de se préparer à une crise pour des raisons strictement budgétaires, économiques et idéologiques. Pour ne surtout pas remettre en cause un système libéral à l'origine même du problème.

Quelles solutions s'offrent à nous?

BP et LT. A court terme, aucune. A moyen terme, se préparer à la prochaine pandémie en renforçant les stocks stratégiques et nos systèmes de santé. A long terme, travailler sur notre positionnement vis-à-vis de la nature avec pour axes majeurs la réduction de nos impacts sur les milieux naturels et la lutte contre le changement climatique. Ce dernier point implique une réelle remise en cause du système capitaliste libéral lui-même.

DP. Les politiques de sortie de crise sont une opportunité pour accélérer la transition écologique et sociale. Elles doivent créer des ruptures par rapport au monde d'avant : abandon des politiques d'austérité, redéfinition des priorités (santé, éducation, alimentation...), revalorisation du travail, restructuration de l'appareil productif, de l'habitat, des modes de transport... Cette crise a pu être pour la majorité des citoyen·ne·s l'occasion d'une prise de conscience de ces changements nécessaires.

Vers quoi doivent s'orienter les politiques de réponse?

DP. Les plans de soutien aux entreprises et de relance doivent être articulés avec les objectifs à long terme: aides conditionnelles et sélectives (Air France et Renault), désinvestissements dans les activités nocives (énergies fossiles, pesticides...). C'est à l'aune de ce diagnostic d'une crise endogène et systémique qu'il faudra juger les politiques de sortie de crise, et combattre les actuelles politiques de relance qui font passer au second plan les objectifs de la transition.

BP et LT. D'abord, il faut chercher à stopper les principales causes d'érosion de la biodiversité, en limitant l'artificialisation des sols qui détruit les habitats naturels. Ensuite, il s'agit de repenser notre rapport à la nature et privilégier la vie dans toute sa diversité, allant du bien-vivre de nos sociétés humaines à l'acceptation du sauvage. Ces deux points nécessitent un vrai changement de paradigme, en remettant au cœur des réflexions le vivre ensemble plutôt que la croissance comme indicateur de santé d'une société. Retour aux biens communs, à la répartition des richesses, démantèlement des entreprises écocidaires et réorientation vers des préoccupations environnementales et sociales... Le déconfinement révèlera si nous sommes prêt·e·s à répondre à ces enjeux.

Propos recueillis par A.L.

Le Bangladesh face au Covid-19

TÉMOIGNAGE

Selon Human Rights Watch, le gouvernement du Bangladesh multiplie les intimidations et arrestations pour empêcher la diffusion d'informations sur la réalité de l'épidémie dans le pays. Une répression confirmée par les activistes interrogé·e·s. Cet article est la synthèse de plusieurs témoignages anonymisés.

La famine défie le confinement

Comme partout ailleurs, les personnes à faibles revenus ont été les plus touchées par la pandémie et le confinement. Plusieurs millions de travailleurs, et travailleuses surtout, dépendant d'un revenu quotidien ont immédiatement été menacé·e·s. Malgré l'arrêt des transports après la déclaration du confinement, ils et elles ont été des milliers, lié·e·s au secteur de l'habillement, à marcher des kilomètres pour sauver leur emploi. Beaucoup d'autres sont sorti·e·s, poussé·e·s par la faim, à la recherche de nourriture. Les activités de secours alimentaire d'urgence menées par l'État sont limitées ; et il était devenu extrêmement difficile pour de nombreuses organisations humanitaires et sociales de poursuivre leurs activités. La faim, qui menace une grande partie de la population, démontre que la précédente période de forte croissance économique n'a pas profité aux personnes les plus vulnérables du Bangladesh. Le gouvernement a déclaré un plan de relance de 8 milliards de dollars, soit environ 2,5 % du produit intérieur brut du pays. Ce plan sera principalement destiné aux industries, en particulier celles qui sont orientées vers l'exportation, et il n'est pas certain qu'il bénéficiera aux petites entreprises, gravement touchées par la situation de confinement.

Un système de santé débordé

Le système de santé bangladais n'a pas été préparé à l'afflux de malades, malgré la forte éventualité de l'arrivée du virus sur le territoire. En raison du manque de tests, le nombre de personnes enregistrées comme positives ne reflète pas la situation réelle. Les militant·e·s dénoncent une politique d'invisibilisation de l'épidémie de la part d'un gouvernement qui semble profiter de la situation pour dissimuler les conséquences de son impréparation : le personnel soignant ne dispose pas d'équipements de protection individuelle et a déjà, pour une bonne part, été infecté par le Covid-19. Le Bangladesh ne dispose aujourd'hui que de cinq cents respirateurs et de quelques centaines de lits en soins inten-

sifs, qui sont maintenant pour la plupart déjà occupés. De nombreux hôpitaux refusent même les patients présentant des symptômes de Covid-19.

Inquiétudes pour les réfugié-e-s rohingyas

Pour prévenir la propagation du coronavirus, le Bangladesh a imposé un strict verrouillage de Cox's Bazar, le district du sud-est qui abrite, dans des camps, plus d'un million de réfugié·e·s rohingyas fuyant le Myanmar. Personne n'est autorisé à y entrer ou à en sortir. Les organisations humanitaires craignent qu'une épidémie n'y submerge les installations médicales, déjà insuffisantes.

Réponses et initiatives des mouvements sociaux

La situation de confinement rend le travail complexe pour les mouvements sociaux et les ONG. Malgré tout, l'expérience collective des situations difficiles a permis à des groupes de mobiliser des ressources et de mener de nombreuses activités de secours. Dans la capitale, Dacca, des activités de collecte de fonds sont organisées chaque jour pour apporter une aide alimentaire aux personnes pauvres.

Auteure : Dorothy Grace Guerrero Traduction : Franck Mithieux

Cet article, ainsi que celui sur l'Équateur en page suivante, sont issus d'un ensemble de témoignages recueillis par *Global Justice Now* sur les impacts du Covid-19 dans les pays du Sud: globaljustice.org.uk/southern-perspectives-coronavirus-pandemic

En Équateur, le *Guayas* compte ses morts et la réponse citoyenne s'organise

L'Équateur connaît l'une des pires épidémies de Covid-19 au monde. Son épicentre est la ville portuaire de Guayaquil; selon les estimations, au moins un tiers des habitant-e-s a été infecté. En avril, des images ont fait la une de l'actualité mondiale avec des cadavres dans les rues et d'autres dans des boîtes en carton distribuées par les autorités. Témoignage de Ivonne Yanez et Larry Lohman depuis Cuenca.

Les images que l'on pouvait voir dans les médias du monde entier étaient terribles. Guayaquil est une ville traditionnellement dirigée par un corps politique néolibéral qui, pendant plus de 20 ans, a affaibli les infrastructures de la municipalité, en matière de santé notamment, et n'a rien tenté pour briser les fortes inégalités dans la région. Face à l'épidémie, de nombreuses personnes ont tenté de fuir la province, ce qui est très inquiétant quand on sait que plus de 70% des personnes qui vivent dans la région dépendent d'un revenu quotidien, comme c'est le cas dans la plupart des pays du Sud. De plus, Guayaquil est une ville au climat tropical, le confinement y est difficile voire intenable pour ces gens qui disposent souvent d'un habitat précaire et surchargé. Dans les Andes, pendant le confinement, les paysan·ne·s ont continué à travailler pour produire la nourriture consommée dans les villes. Mais nous ne savons pas vraiment comment la pandémie les affecte aujourd'hui. Personne ne se préoccupe de mener des tests dans ces régions reculées, et nous n'y trouvons pas d'hôpitaux. Cela pourrait être une tragédie. Sur le plan économique, le gouvernement travaille à une aide financière de 90 dollars américains par mois et par personne, pour une période d'un ou deux mois, ce qui n'est presque rien. Les pistes de travail privilégiées pour le maintien de l'économie consistent en l'extension des activités pétrolières et minières. Une réforme constitutionnelle est également envisagée pour affaiblir toutes les lois et normes protégeant l'environnement: cultures OGM, révision des zones naturelles protégées... En réponse, de nombreux acteurs de la société civile mènent différentes initiatives, principalement axées sur l'aide d'urgence à la population. Par exemple, la CONAIE, la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur, organise une sensibilisation sur les dangers posés par l'éventuelle arrivée du Covid-19 dans les zones les plus isolées et les territoires indigènes. Les organisations paysannes mènent également des actions pour préparer le prochain cycle de plantation, et l'accès aux semences, qui est actuellement menacé. À un niveau plus local, à Quito, certaines organisations de quartier maintiennent des actions visant à fournir de la nourriture aux personnes les plus vulnérables.

Interview: Dorothy-Grace Guerrero Traduction: Franck Mithieux

Palestine, entre inquiétude et résilience manuelle

Les inquiétudes sont immenses sur l'impact potentiel d'une épidémie de Covid-19 en Palestine, notamment dans les camps de réfugié·e·s de Cisjordanie et à Gaza. Témoignage de Naji Owdah, militant politique, réfugié palestinien de la Nakba et résidant du camp de Dheisheh en Cisjordanie occupée. Il est le fondateur et le directeur du centre socio-culturel Laylac.

L'épidémie de coronavirus est un nouveau danger auquel nous devons faire face ; jamais une telle épidémie n'avait menacé la Palestine. En raison de la densité de l'habitat et du manque d'infrastructures médicales, nous sommes particulièrement vulnérables. Nous avons été les témoins de l'impact de l'épidémie en Europe et en Amérique du Nord, mais le scénario a été différent ici. Les dispositifs d'ores et déjà mis en place par l'armée d'occupation pour contrôler nos mouvements nous ont permis de bloquer tout déplacement vers et depuis nos villes. Dans le camp de Dheisheh, nous avons des années d'expérience en matière de vie sous couvre-feu et de confinement à domicile. En raison des difficultés auxquelles nous sommes confronté·e·s, nous savons déjà comment nous mobiliser rapidement et coordonner le soutien aux familles les plus vulnérables du camp.

Mais alors que nous faisions de notre mieux pour nous isoler, les forces d'occupation ont accéléré leurs activités coloniales : les démolitions de logements et les processus d'accaparement des terres se sont multipliés, les attaques et les raids se sont poursuivis et des soldats ont été filmés en train de cracher sur les poignées de porte dans le but de propager la maladie. Les Palestinien·ne·s qui sont contraint·e·s de travailler dans les colonies ou sur les chantiers israéliens ont dû continuer à travailler en sachant que le virus se propageait dans tout Israël. En raison de l'hiver froid et des conditions de travail difficiles, beaucoup de travailleurs ses palestinien ne s sont tombé e s malades. Israël a refusé de tester les malades, préférant les abandonner au checkpoint. Nous avons donc été placé·e·s dans une situation paradoxale. Du fait du dénuement dans lequel Israël nous laisse, nous n'étions pas en mesure de répondre à une éventuelle propagation rapide de l'épidémie en Cisjordanie ; mais en raison de ces mêmes instruments d'oppression utilisés contre nous, nous avons pu nous confiner et nous isoler, ainsi que nous mobiliser rapidement pour aider celles et ceux qui étaient dans le besoin. Malgré l'épidémie, l'occupant a intensifié son entreprise coloniale et, comme toujours, la Palestine doit faire preuve de résilience.

Traduction: A.L.



Le Covid-19, un révélateur et un accélérateur des inégalités sociales de santé

ANALYSE

La pandémie de Covid-19 met en lumière une série d'inégalités, tout en participant à les exacerber. Les données dont nous disposons sont encore partielles, mais il est déjà possible de distinguer l'inégalité de situation entre les confiné·e·s et les non confiné·e·s du fait des possibilités ou non de télétravail. Les non confiné·e·s sont, de fait, les plus exposé·e·s aux risques de contracter la maladie et, à l'exception des médecins, correspondent majoritairement à des catégories de la population déjà massivement concernées par les inégalités sociales : travailleur·euse·s pauvres, précaires, métiers faiblement rémunérés, etc. Plus généralement, la période de confinement met en valeur le croisement des inégalités sociales, territoriales et de santé.

Le cas de la Seine-Saint-Denis, dont la presse a beaucoup parlé, est de ce point de vue emblématique : si ce département a témoigné d'un excès de mortalité très important, cette situation est à relier à plusieurs éléments structurels. D'abord, les conditions de vie de ses habitant·e·s, notamment les conditions de travail qui favorisent les contaminations. C'est le département d'Île-de-France qui compte le plus d'ouvrier-ère-s et d'employé-e-s dans sa population active (57,1 %) et où les cadres et les professions intermédiaires sont les moins représentées. Or, même devant la mort, l'égalité n'existe pas. En France, un écart de six ans d'espérance de vie sépare encore aujourd'hui les cadres et les ouvrier·ère·s ; et si ceux-ci vivent moins longtemps que les autres, elles et ils sont aussi exposé·e·s plus précocement à des incapacités. L'activité professionnelle est ainsi en elle-même un puissant facteur d'inégalités sociales face à la santé et à la mort, notamment du fait des organisations du travail pathogènes. Si on parle souvent des risques psychosociaux, à l'origine de suicides dans de nombreux secteurs d'activité, on ignore le plus souvent que près de 10 % des salarié·e·s sont exposé·e·s à des cancérogènes dans le cadre de leur travail, dont la plupart ne font pas l'objet d'une interdiction d'usage de la part de la puissance publique. Derrière cette donnée générale, il s'agit très majoritairement d'ouvrier·ère·s, de salarié·e·s de la maintenance, de l'entretien, d'intérimaires, de sous-traitants, de jeunes aussi – près d'un quart des jeunes en apprentissage!

« À côté des revendications pour reconstruire un système de santé efficace et égalitaire, il est nécessaire de restaurer un droit du travail protecteur. »

Les travailleur·euse·s que le confinement a rendu relativement plus visibles que d'habitude du fait des services rendus à la société sont déjà celles et ceux qui, hors de ce contexte pandémique, sont habituellement exposé·e·s dans leur travail aux charges lourdes, aux gestes répétitifs, aux cadences, aux substances toxiques. Le risque infectieux du moment s'ajoute aux autres risques, à effets plus différés. En plus d'agir véritablement comme un révélateur des inégalités face aux risques au travail, ce contexte de pandémie les a exacerbés ; il a mis en lumière la division sociale et sexuelle du travail, ainsi que les dangers liés aux activités professionnelles. À cela s'ajoutent les inégalités dans l'accès aux soins (en Seine-Saint-Denis par exemple, le taux d'équipement en court séjour, en soins de suite et de réadaptation et en soins de longue durée est plus faible que les moyennes régionale et métropolitaine) ou encore dans les rapports au corps, à la médecine ou à l'alimentation, très différenciés selon les milieux sociaux.

Face à la catastrophe humanitaire que vivent les populations les plus précarisées, il convient de remettre au centre de nos préoccupations les services publics. Les situer hors de la sphère marchande et lucrative est vital : cela permettra de lever les freins pour repenser un service public de la santé avec une large part accordée à la prévention ou au principe de précaution. À côté de ces revendications pour reconstruire un système de santé efficace et égalitaire, il est donc nécessaire de restaurer un droit du travail protecteur, d'assurer une protection maximale aux travailleur·euse·s et aux demandeur·euse·s d'emploi, d'éviter toutes les formes de précarité et de revendiquer l'interdiction d'usage des substances toxiques au travail, condition sine qua none de la prévention primaire

Anne Marchand et Zoé Rollin

INTERVIEW



« Gagner partout où c'est possible »

Bernie Sanders ne sera pas le prochain président des États-Unis. Pour autant, la vague qui a porté sa candidature ne semble pas près de s'arrêter. D'autres figures ont récemment émergé, à l'instar d'Alexandria Ocasio-Cortez (AOC). Et derrière «AOC», c'est toute une génération qui émerge et renouvelle les pratiques militantes. Ces jeunes militantes sont au cœur de l'ouvrage de Mathieu Magnaudeix, Génération Ocasio-Cortez. Les Nouveaux Activistes américains, qui vient de paraître aux éditions La Découverte.

Quels sont les éléments qui font que les activistes dont vous faites le portrait dans votre livre forment une «génération»?

Ces activistes ont toujours connu un pays en guerre et ont tou·te·s été impacté·e·s par la crise de 2008. Cette dernière a été un véritable choc: le modèle américain n'était pas la promesse du succès éternel et continu qu'il était censé être. Ce choc, c'est aussi une prise de conscience : les récits ne fonctionnent plus que comme des mécanismes de contrôle qui permettent de faire fonctionner la société néolibérale. Cette génération, à rebours de la précédente, vit un «cauchemar américain» avec une conscience aigüe des inégalités, dont elles et ils font personnellement l'expérience. Cette génération se retrouve, malgré elle, dans la «tour de contrôle», et cherche à y résister car c'est le lieu où sont produits les récits des politiques néolibérales – et désormais néolibérales et autoritaires. Dans cet espace-là, cette génération pense avoir une responsabilité particulière.

Quel est leur rapport à la politique, dès lors que leur engagement se construit autour d'un sentiment d'urgence et d'une approche très pragmatique du militantisme?

L'expérience de la politique que font ces jeunes varie énormément. Les jeunes qui ont grandi par exemple dans des familles noires sont durablement désabusé·e·s par la politique et ce qu'elle peut permettre, notamment après Ferguson¹: leur conviction est que la politique ne peut pas grand-chose, et que faire bouger les lignes sera dur. Mais même s'il sera très difficile de renverser ce système néolibéral autoritaire, cela ne signifie pas qu'il faille renoncer, bien au contraire. L'idée, c'est de gagner partout où c'est possible, de remporter toutes les victoires que l'on peut. La première des défaites, c'est de refuser de mener bataille. On peut perdre par moment, souvent même; mais on peut aussi gagner, parce qu'on a bâti de bonnes campagnes.

Leur rapport à la politique est très stratégique, sans pour autant être théorique ou abstrait...

C'est l'une des choses qui m'a le plus frappé. En France, le militantisme se manifeste souvent par un excès d'arguments. On laisse de côté les histoires personnelles, qui sont au contraire aux États-Unis l'alliage utilisé pour construire des collectifs. Beaucoup de ces jeunes, pourtant très militant-e-s, m'ont dit «les activistes nous font peur ; ils savent tout sur tout, ils ont raison sur tout». Ces jeunes reconnaissent bien sûr que c'est primordial d'avoir les idées claires, de porter une vision idéologique structurée ; mais elles ne délaissent pas pour autant les émotions et le plaisir d'être ensemble.

Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'aux États-Unis, la scène locale est extrêmement importante ; énormément de choses se décident à l'échelle des villes. Tou·te·s détestent Trump et ce qu'il représente—la ploutocratie, la vulgarité politique—mais il n'est pas perçu à la manière dont nous envisageons le pouvoir en France, avec l'image d'un monarque, qui véhicule avec elle l'imaginaire révolutionnaire. Pour ces jeunes, Trump est un symptôme, qu'il faut certes dégager ; mais il faut également ancrer les luttes dans des territoires et des communautés pour pouvoir résister à ce dont il est le symptôme.

Comment est analysée la défaite de Sanders ? Quelles leçons en sont tirées ?

La défaite de Sanders a été extrêmement difficile à vivre. Ces militant·e·s étaient persuadé·e·s que les démocrates avaient été tellement mauvais·e·s pendant le mandat de Trump qu'il suffirait de réactiver politiquement les Américain·ne·s sur des mesures de bon sens dans un système profondément injuste pour l'emporter. Mais le temps nécessaire pour y parvenir sera à l'évidence plus long. Pour quelqu'un comme AOC, la ligne politique n'a toutefois pas besoin d'être reformulée: il s'agira toujours d'une vision radicale, inclusive, qui lutte profondément contre les inégalités générées par le capitalisme. Même si le pari Sanders est raté, cette génération va continuer à tirer le Parti démocrate vers sa gauche.

Propos recueillis par Nicolas Haeringer

1 En 2014, un jeune noir, Michael Brown, était tué par un policier dans cette ville du Missouri. Les nombreuses manifestations qui ont suivi ont été violemment réprimées par la police. Le mouvement *Black Lives Matter*, créé quelques années auparavant, prit alors de l'ampleur jusqu'à s'étendre à tout le pays.

INITIATIVES



Manuel d'histoire du futur 2020-2030, comment nous avons changé de cap

La crise globale – sanitaire, sociale, écologique, économique – qui secoue nos sociétés sur tous les continents montre qu'il faut en finir avec ce système capitaliste mondial dévastateur, fondé sur la surexploitation de l'humain et de la planète, qu'il est urgent de changer de cap et de mettre en chantier le monde d'après. Confronté·e·s aux menaces écrasantes qui pèsent sur la démocratie et sur la vie, nous avons besoin, pour lutter, de pouvoir rêver, de distinguer à l'horizon une autre société possible. Ce nouvel ouvrage d'Attac devrait intéresser toutes celles et tous ceux qui rêvent à ce monde d'après et s'interrogent sur la nature des transformations à mettre en œuvre.

« Nous avons besoin, pour lutter, de pouvoir rêver, de distinguer à l'horizon une autre société possible. »

Cet ouvrage, qui imite le format d'un manuel scolaire, a pour ambition non seulement de proposer une description critique du monde et de la société dans laquelle nous vivons mais aussi de proposer des pistes pour le changer. En montrant que les germes d'un autre monde sont déjà là aujourd'hui, ce manuel veut mettre en évidence que ce qui nous paraît absurde ou injuste dans la société actuelle ne procède d'aucune fatalité. Pour faire cette démonstration, nous avons procédé un peu à la manière des *Lettres persanes*, en remplaçant l'exotisme géographique par une projection temporelle qui nous situerait dix années plus tard. Nous voici donc en 2030,

étudiant rétrospectivement les enjeux de l'écologie, de la justice sociale et fiscale, du travail, de l'école, des libertés, de la finance, etc. Pour chacun des 30 sujets abordés dans cet ouvrage, nous proposons deux doubles pages: la première dresse un tableau, partiel mais factuel, de la situation en 2020, et pour ne pas en rester là, nous prenons ensuite le risque d'avancer, dans la seconde, des mesures concrètes pour améliorer la société d'ici 2030, la rendre plus juste, plus écologique, plus démocratique...

Ces propositions émanent de différentes associations, collectifs, chercheur e.s, groupes militants qui ont construit leur expertise dans les luttes sociales et dont nous avons considéré qu'il était intéressant de relayer les idées et les propositions. Ces propositions ne sont pas toujours consensuelles, elles ont d'ailleurs, pour certaines d'entre elles, pu faire l'objet de débats et discussions lors de la rédaction de ce manuel. Mais elles ont le mérite de faire réfléchir, d'amener à discuter et de nous autoriser à imaginer d'autres possibles. Il s'agit d'un ouvrage collectif, conçu et rédigé par plus de 45 personnes, qui s'appuie largement sur les compétences d'organisations partenaires. Ce manuel n'a pas prétention à l'exhaustivité. Par manque de temps ou de ressources, de nombreux thèmes n'ont pas été abordés et nous restons largement centré·e·s sur la France, alors que nous savons que les défis sociaux et écologiques ne pourront pas être relevés sans un changement des règles du jeu à l'échelle européenne et mondiale, et sans une coopération internationale renforcée.

Par cet ouvrage, Attac souhaite apporter sa contribution à une dynamique déjà existante de propositions et de construction d'un autre monde possible. Ce manuel est un élément d'un type nouveau parmi de nombreux ouvrages critiques, proposant des pistes d'analyse, de discussion et de réflexion et aussi des propositions. Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à s'en emparer comme un outil d'éducation populaire et de débat citoyen.

Nolwenn Neveu et Dominique Plihon

INITIATIVES

Plus jamais ça : les mouvements sociaux construisent l'alternative

Mardi 26 mai, vingt associations et syndicats, dont Attac, ont rendu publiques 34 mesures pour engager des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire, et démontrer que ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables, dès lors que les moyens politiques sont mis au service de la transformation sociale et de la préservation de l'environnement. Au-delà du contenu, relativement classique pour un mouvement altermondialiste, l'évènement réside dans l'alliance qui porte ces propositions. CGT et Greenpeace, Oxfam et Solidaires ou FSU et Confédération paysanne, c'est en commun que ces alternatives écologiques et sociales ont été travaillées. L'histoire n'était pas écrite d'avance, et la volonté de collaboration s'est patiemment construite au cours des derniers mois, bien avant la crise sanitaire, avec une contribution importante d'Attac pour tisser les liens de confiance entre organisations aux histoires et préoccupations a priori différentes.

«Il n'y aura pas de résolution à la crise d'aujourd'hui avec les solutions d'hier ou le repli sur soi.»

Le contre-G7 au mois d'août 2019 a été l'occasion d'un premier débat entre Attac, Greenpeace, la CGT et Solidaires. Puis des réunions de travail ont permis à ces différentes organisations de converger, convaincues que les enjeux d'urgence sociale et environnementale, mis à l'agenda politique par les Gilets jaunes et les mouvements climat, devaient être travaillés ensemble. Désormais, il s'agit de populariser ces propositions au-delà de nos seules organisations. Parce qu'il n'y aura pas de résolution à la crise d'aujourd'hui avec les solutions d'hier ou le repli sur soi, nos alternatives s'imposeront par la construction d'un rapport de force. Nous avons besoin de construire des initiatives locales associant les militant·e·s de nos organisations mais, plus largement, les jeunes, les travailleur euse s, les retraité·e·s. La construction d'un futur écologique. démocratique, féministe et social, ne sera possible que s'il regroupe largement la population autour d'initiatives et de mobilisations locales et nationales. Parce qu'il faut défendre et développer nos services publics, relocaliser les productions essentielles, produire mieux et durablement, travailler moins pour travailler toutes et tous, déconfinons nos revendications et nos projets!

Julien Rivoire

<u>Production de masques:</u> retour à l'anormalité ou projet coopératif?

Une usine qui ferme, une histoire banale dans la mondialisation. À Plaintel, en 2018, une usine de fabrication de masques et de vêtements de protection sanitaire fermait, du jour au lendemain, sur simple décision de l'entreprise multinationale américaine Honeywell. Le site de Plaintel employait près de 300 salarié·e·s et produisait 200 millions de masques par an. Aujourd'hui que le scandale du manque de masques a éclaté au grand jour, révélant ainsi les faillites des choix industriels laissés aux rois de la finance, la relance de la production en Bretagne est envisagée, et la bataille qui s'engage met en lumière deux visions de la société.

«L'anormalité de l'ancien monde se combat en faisant pousser les germes des alternatives ; la production coopérative pour répondre aux besoins sanitaires en est assurément un.»

Première option : la proposition de rachat pour 15 millions d'euros par le milliardaire libano-suisse Abdallah Chatila qui, sentant le vent tourner et voyant les besoins sanitaires non satisfaits, investit en vue de juteux bénéfices. Nous restons ici dans une logique financière. Seconde option : la relance de la production sous la forme juridique d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Ce projet, initialement proposé par l'Union syndicale Solidaires des Côtes-d'Armor, est actuellement à l'étude et est soutenu par les collectivités territoriales. Il associe d'ancien·ne·s salarié·e·s, les organisations syndicales du département (Solidaires, CGT, FO et FSU), ainsi que l'ancien directeur de l'usine. « Privilégier une société anonyme à capitaux privés à but lucratif ou une société coopérative à intérêt collectif, sans but lucratif» (communiqué intersyndical du 11 mai 2020), tel est le choix qui se présente aux élu·e·s, choix qui n'est pas sans conséquence : comment en effet ne pas reproduire la machinerie infernale qui avait rendu possible la fermeture de l'usine? Certainement pas en confiant les choix industriels aux intérêts privés. Au contraire, le projet de SCIC dessine une alliance entre salarié·e·s. citoyen·ne·s, mouvements sociaux et syndicaux, qui permet de poser comme un choix démocratique la question de ce qu'il est nécessaire de produire, à quelle échelle, comment et avec qui. L'anormalité de l'ancien monde se combat en faisant pousser les germes des alternatives ; la production coopérative pour répondre aux besoins sanitaires en est assurément un.

Vincent Gay

Ce qui dépend de nous : manifeste pour une relocalisation solidaire et écologique

À l'été 2019, la Sibérie et l'Amazonie brûlaient littéralement. En janvier 2020, c'était l'Australie: en quelques jours, 10 millions d'hectares et plus d'un milliard d'animaux étaient partis en fumée. Alors que nous sommes loin d'être sorti·e·s de la pandémie de Covid-19, la question n'est pas de savoir quand de nouvelles catastrophes se produiront, puisqu'elles sont déjà là, mais sous quelles formes elles affecteront nos vies. La bonne nouvelle, c'est que rien n'est écrit d'avance. La crise sanitaire le montre: la vie peut l'emporter, au moins provisoirement, sur l'économie.

Nos gouvernants ont dû se résoudre à stopper la croissance, suspendre les transports aériens et le commerce mondial, trouver des milliards par milliers, bouleverser temporairement les modes de vie. Dans les affaires humaines, quand on veut, on peut : cette leçon est apprise, nous ne l'oublierons pas. Le choc de la pandémie est un signal d'alarme qui indique à des millions d'habitant·e·s de la Terre la fin d'un monde, ce prétendu «nouveau monde» qui n'était que destruction sans limite de la planète pour assouvir une croissance infinie de la production, de la consommation et des profits. Pourtant les projets des dirigeants sont clairs : par la stratégie du choc, il s'agit d'accélérer encore la privatisation du monde, la restriction des libertés, le contrôle numérique, l'automatisation de tout, la déraison scientiste, la mainmise sur les ressources naturelles, la relégation des classes populaires, l'urbanisation sans limites...

Les mouvements sociaux et l'altermondialisme travaillent depuis plus de vingt ans à concevoir et expérimenter des alternatives : elles sont aujourd'hui mûres, crédibles et radicales, mais il va falloir les imposer par une mobilisation déterminée, des insurrections citoyennes et un nouveau rapport de forces. Une perspective pourrait les inspirer : la relocalisation solidaire et écologique. Tout le monde ou presque se dit maintenant favorable à une relocalisation de l'économie. Mais la droite extrême veut un repli xénophobe derrière des frontières étanches. C'est oublier que les problèmes majeurs de notre époque - réchauffement climatique, inégalités, pandémies nécessitent une coopération mondiale renforcée. Les néolibéraux, eux, disent vouloir relocaliser certains secteurs essentiels comme les masques ou les médicaments : mais ils en resteront à des mesures homéopathiques qui préserveront leur système mondialisé de domination. Ni identitaire ni homéopathique, notre projet de relocalisation veut engager une transformation des rapports entre les humains et avec la nature pour passer d'une civilisation de la domination à une civilisation du soin. Il s'agit de répondre à la question

cruciale de la période: comment couper le moteur de la machine infernale qui détruit la planète? Quelles activités voulons-nous délaisser, redémarrer, transformer ou inventer? Quelles ressources pouvons-nous trouver pour que cette relocalisation soit la source d'un mieux-vivre pour toutes et tous? Comment réorganiser nos activités productives et nos rapports politiques à l'échelle locale, nationale et internationale, pour faire prévaloir la solidarité et la vie?

Des mesures d'urgence vitale

Le choc économique nécessite des mesures urgentes, complémentaires à celles déjà prises et dont les lacunes sont criantes. Dès maintenant, les pouvoirs publics doivent commencer à investir dans ce qui renforcera notre résistance collective aux chocs sociaux, écologiques et sanitaires. Pour cela, s'impose un vaste plan de rénovation des services publics et de la protection sociale, pour ériger en biens communs les sécurités fondamentales: revenu, travail, emploi, logement, santé, éducation, environnement...

Il faut assurer immédiatement un revenu minimum décent pour toutes et tous. Une réforme de l'assurance chômage doit en faire un véritable soutien vers l'emploi décent, et non pas un système de pression pour accepter un emploi précaire. Il faut abandonner définitivement la réforme des retraites. Pour proposer à chacun·e un emploi utile socialement et écologiquement, s'impose l'élargissement de la démarche «Territoires zéro chômeur de longue durée», portée par le monde associatif et les collectivités locales. Au-delà des plus précaires, une nouvelle politique de réduction générale du temps de travail est fondamentale pour créer des emplois quand la croissance n'est plus là et ne reviendra pas. Le logement doit faire l'objet d'un plan de construction et de rénovation sans précédent ; dans l'immédiat, il faut instaurer un moratoire des loyers et des charges locatives (électricité, gaz...) pour les familles en difficulté. L'ahurissante faillite du système de prévention en santé publique face à l'épidémie impose d'évidence un plan massif de renforcement et de réorganisation, la tarification à l'activité (T2A) devant laisser la place à l'auto-organisation de leur activité par les soignant·e·s avec les patient·e·s et leur famille dans le cadre d'une démocratie sanitaire renouvelée. L'école publique a elle aussi été soumise à rude épreuve par la crise sanitaire : outre un renforcement des moyens, il est temps d'instaurer la liberté pédagogique comme une pratique des collectifs de travail,

COMPRENDRE

attentive à chaque élève ; de favoriser donc l'essor des pédagogies alternatives et non autoritaires, de lutter contre les orientations socialement déterminées et les discriminations de toutes sortes, liées aux conditions physiques et mentales, au genre ou à l'origine. Il faut enfin revaloriser tous ces métiers du service public et du care, aussi méprisés et mal payés qu'indispensables à la vie : soignantes, caissières, auxiliaires de vie, métiers de la petite enfance, éboueur·euse·s, enseignant·e·s..., sont infiniment plus utiles que les soi-disant « premiers de cordée ».

Les gestes-barrières contre le monde d'avant

Jamais un débat sur l'utilité sociale du travail n'avait eu une telle ampleur: de l'accent mis sur le travail des invisibles à l'exercice du droit de retrait, le sens du travail a été au cœur des discussions depuis le début du confinement. Il faut désormais impulser un débat sur les activités et besoins essentiels, mais hors épidémie, et d'une tout autre ampleur.

Une chose dont nous n'avons certainement pas besoin, c'est de l'industrie publicitaire, qui organise la furie consumériste et le formatage des besoins. On devrait limiter le volume de publicité dans l'espace public et garantir un financement public non publicitaire pour les médias indépendants. Les fournisseurs d'accès Web devraient bloquer par défaut la publicité, ce qui affaiblirait Google et Facebook et donnerait un gros coup de pouce aux réseaux sociaux alternatifs libres. Pour évaluer ce dont nous avons vraiment besoin, des procédures de délibération collective ont été mises au point avec succès, pour établir des budgets de référence permettant de satisfaire les besoins essentiels et d'accéder à un statut de citoyen·ne à part entière. En parallèle et en cohérence avec de nouveaux modes de définition des besoins, il faudra transformer la production: nous devrons décider de désinvestir des activités néfastes pour la planète et les populations - à commencer immédiatement par la 5G!-, et de financer les investissements pour réduire la consommation d'énergie, les importations de gaz et pétrole, développer la production de générateurs d'énergies renouvelables, les transports collectifs, l'agriculture paysanne et toutes les productions de biens et services essentiels. Dans l'immédiat, on ne peut relancer un modèle insoutenable: aux grandes entreprises, comme Air France, Airbus ou l'industrie automobile, qui ont ou vont avoir besoin d'aides publiques, nous voulons imposer des plans contraignants de justice fiscale et de reconversion sociale et écologique, élaborés et contrôlés avec les salarié·e·s, associations et collectivités locales concernées.

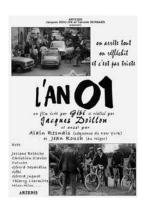
Nous attendons des pouvoirs publics non pas qu'ils décident de tout centralement, mais qu'ils fixent, après un vaste débat démocratique impliquant toute la société, des priorités générales et des ressources adéquates, puis encouragent et soutiennent concrètement les projets de relocalisation des circuits économiques et d'appropriation démocratique des instances de décision, comme le projet exemplaire de relance de l'usine de masques sanitaires à Plaintel, en Bretagne, sous la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) soutenue par les collectivités locales. Tous les territoires disposent aujourd'hui d'une floraison d'initiatives solidaires et écologiques dans lesquelles puiser les expériences et les savoir-faire. L'essor des «villes en transition», et leur taille humaine, les multiples expériences de «municipalisme », le foisonnement des éco-lieux et des communautés non fermées de l'écologie relationnelle... montrent qu'on peut reconstruire une sociabilité solidaire et un tissu économique durable à partir de ressources locales. Un «revenu de transition écologique» financé par l'Etat et géré localement pourra rendre viable le lancement de ces initiatives. Décarboner l'énergie, désindustrialiser l'agriculture, reconvertir et relocaliser l'industrie, mettre la monnaie au service de la société et non de la finance, redistribuer la richesse par une fiscalité progressive et écologique, abandonner le libre-échange, annuler les dettes publiques, en particulier celle des pays pauvres: tous ces chantiers, et bien d'autres, doivent être engagés rapidement, si possible en coopération avec l'Union européenne, plus probablement dans un premier temps au moins avec les pays européens qui le souhaitent, en désobéissant s'il le faut aux traités qui bloqueraient ces politiques. Une politique de relocalisation solidaire et écologique n'adviendra pas sans un raz-de-marée d'initiatives, d'expérimentations et de luttes sociales. La sortie de l'épidémie peut permettre de multiplier les débats et les mobilisations pour que ce choc soit le début d'une bifurcation systémique.

Thomas Coutrot

Rédigé par une quarantaine de chercheur·euse·s et militant·e·s d'horizons différents, le manifeste *Ce qui dépend de nous* est en vente sur attac.org/l/relocalisationboutique







Le Feu sacré

En ces temps de réflexions et de sidération devant l'évidence que le monde capitaliste ne pense pas au bien commun mais à comment s'enrichir, le film d'Eric Guéret vient nous rappeler qu'il n'y pas que les médicaments qui viennent d'autres pays et que c'est tout un pays qui est en danger quand ils viennent à manquer. C'est ici de l'aciérie Ascoval dont il s'agit et des hommes et des femmes qui y travaillent. C'est un métier qui ne s'apprend pas à l'école mais bien au contact des autres, de l'équipe, qui forme peu à peu une famille. Mais on veut éradiquer cette industrie, pourtant rentable, en achetant l'acier ailleurs, là où il coûte moins cher à produire.

Dans une enquête minutieuse où le réalisateur suit pas à pas les syndicalistes, les ouvrier·e·s, le patron, les politiques, les repreneurs éventuels, nous découvrons les rouages des négociations, les mensonges, les découragements et les sourires qui reviennent enfin après un (trop) long parcours de ces ouvrier·e·s du feu. Ils y ont cru «dur comme fer » et leur lutte exemplaire devra servir de modèle d'abnégation devant l'ignominie de certains. La lutte des Ascoval contre la délocalisation de leur aciérie nous ouvre le chemin...

Didier Falleur

Le Feu sacré

film-documentaire de Eric Guéret 2020, 93 min Pour toute projection, contactez Philippe Hagué: ph.hague@gmail.com

L'Enthousiasme

En 1936, la Confederación Nacional del Trabajo ou CNT est la plus importante confédération syndicale, avec 1557000 adhérent·e·s, alors qu'éclate la guerre civile espagnole. Après quarante ans de dictature en Espagne, la reconstruction du syndicat historique CNT pendant la Transition a dépassé toutes les attentes. L'Enthousiasme nous plonge dans l'histoire des mouvements libertaires et contre-culturels qui ont convergé à nouveau à partir de 1976 vers la CNT qui, en l'espace de deux ans, est passée de la clandestinité à un syndicat de plus de cent mille adhérent·e·s. Pour recréer ces années d'utopie et de liberté, le documentaire a récupéré les films de cinéma militant ou alternatif réalisés dans les années 70, pour la plupart inédits et présentés ensemble pour la première fois. Une véritable guérilla en celluloïde qui a mis ses caméras au service de la lutte contre la dictature et à laquelle s'ajoute le travail du collectif pionnier dans l'utilisation de la vidéo en Espagne, Video-Nou. L'Enthousiasme est la chronique de ces quelques années où Franco mort, tout semblait alors possible, juste quelques instants de grâce, d'euphorie, de vie et de liberté.

Hervé Thomas

L'Enthousiasme

documentaire de Luis E. Herrero, sortie en cours, 80 min Pour organiser une projection: https://www.elentusiasmo.com/

L'An 01

«On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste». Telle était la devise du film L'An 01, initialement une bandedessinée de Gébé, enrichie par les propositions des lecteur·trice·s, et publiée sous forme de série à partir de 1970 dans Politique Hebdo. L'An 01 raconte l'abandon collectif et festif de l'économie de marché et du productivisme. La population décide d'un certain nombre de résolutions dont la première est : « On arrête tout », et la seconde: «Après un temps d'arrêt total, ne seront ranimés-avec réticence-que les services et les productions dont le manque se révélera intolérable. Probablement: l'eau pour boire, l'électricité pour lire le soir, la radio pour dire : ce n'est pas la fin du monde, c'est l'an 01 ». À partir de là, les horizons s'ouvrent... Faire un pas de côté, arrêter la machine afin de se parler, de réfléchir à ce qui parait véritablement nécessaire à la vie et peut-être au bonheur, pour que demain soit moins triste. Alors chiche, et si nous imaginions ce que pourrait être, dès aujourd'hui, notre An 01 à nous!

Hervé Thomas

L'An 01

comédie de Jacques Doillon, Alain Resnais et Jean Rouch, 1973, 87 min Pour le visionner: peertube.gegeweb.eu (puis recherchez : an 01)







Le néolibéralisme va-t-il mourir?

Nos combats altermondialistes nous confrontent très fréquemment aux entreprises multinationales, qui sont les acteurs par qui et pour qui la mondialisation capitaliste est conduite. Ces entreprises, en plus d'être irresponsables sur un plan moral, ne peuvent pas sur un plan juridique être tenues pour responsables de ce qui se passe sur les chaînes de production qu'elles contrôlent. Une pollution des eaux lors de l'extraction d'un minerai en Afrique? Une mise en danger de la vie des travailleuses et travailleurs dans un atelier de confection en Asie? Qu'importe pour la multinationale donneuse d'ordre dont le siège social est situé dans l'une des grandes métropoles du Nord.

En 150 pages, les auteur·e·s de cet ouvrage nous font découvrir les arcanes du long combat qui a conduit à la reconnaissance en droit de la responsabilité des entreprises multinationales sur l'ensemble des chaînes de production. Ce chemin a été jalonné de plusieurs écueils, dont notamment celui de l'autonomie juridique des différentes entités qui interviennent dans des États différents, voire dans les mêmes États. Nous découvrons à travers ce livre une autre face du combat que nous menons contre le néolibéralisme.

Nikolaz Berthomeau

Le néolibéralisme va-t-il mourir? (Et comment faire pour que ça aille plus vite)

Frédéric Amiel et Marie-Laure Guislain éditions de l'Atelier, mars 2020

La casse du siècle

Ce livre, sorti il y a plus d'un an, avant que la crise du Covid-19 n'illustre de façon funeste l'état dans lequel les choix des politiques au pouvoir ont conduit le système de santé, est plus que jamais d'actualité. La Casse du Siècle dresse une analyse des politiques hospitalières successives engagées par ces réformateurs adeptes de l'acculturation de l'univers médical aux logiques managériales. Alors que la montée de la précarité et des souffrances sociales née de décennies de politiques néolibérales conduit une part croissante de la population à trouver refuge dans des services hospitaliers sous tension, l'hôpital public se trouve devoir résister aussi bien aux manquements de la médecine de ville qu'à la concurrence de cliniques privées. Alors banco, monsieur le Président, quand vous déclariez le 12 mars dernier « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché... La santé n'a pas de prix». Prouvez-le! Un débat s'impose sur les missions de l'hôpital et les movens qui lui sont accordés.

Hervé Thomas

La casse du siècle

Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent Raisons d'Agir, collection Avant-Première, avril 2019

La raison des plus forts

Il est des moments de grâce-infiniment trop rares - où la justice et l'État de droit se mettent à ressembler étrangement aux idéaux des révolutionnaires de 1789. Où le fort et le faible sont mis sur un pied d'égalité par des magistrats professionnels qui cherchent activement la vérité sans se satisfaire des arguments d'autorité ou de convenance dont sont prodigues les puissants de ce monde. Où les petits, les dominé·e·s, peuvent enfin être écouté·e·s, leurs griefs contre les dominants être pesés, et leur bon droit reconnu. La Raison des plus forts - beau titre, antiphrase du contenu réel du livre-retrace magnifiquement ces deux mois d'audience au procès France Télécom, de mai à juillet 2019, qui ont abouti pour la première fois à de la prison ferme pour d'anciens dirigeants d'un groupe du CAC 40. Le livre, coordonné par Eric Beynel (Solidaires) et magnifiquement illustré de croquis d'audience par Claire Robert, reprend les chroniques du procès, rédigées au fil des jours par plus d'une cinquantaine d'artistes et de chercheur·e·s. Il permet de comprendre pourquoi, au bout de ces longs débats, les juges ont clairement signifié à tous les dirigeants d'entreprise qu'ils risquaient la prison en instaurant des modes de management pathogènes.

Thomas Coutrot

La raison des plus forts. Chroniques du procès France Télécom

Eric Beynel (coordination) Claire Robert (illustrations) éditions de l'Atelier, juin 2020

